

Ville et associations préparent l'arrivée des réfugiés

Concertation. Les représentants d'une douzaine d'associations et de la Ville se sont rencontrés ce mardi soir, en mairie, afin de préparer l'accueil attendu de réfugiés politiques en provenance de Syrie, d'Irak et d'Érythrée. Bilan ? Plus de questions que de réponses. Mais la volonté de proposer un accueil de qualité s'affiche.

« Le 115 est saturé. Actuellement, j'ai des tas de familles qui dorment dehors. Je m'inquiète presque plus pour elles que pour ceux qui vont arriver. Le problème du logement est crucial ! »

« Un accueil digne »

Élue de la majorité municipale, Chantal Roux ne s'est pas exprimée à ce titre ce mardi soir en mairie mais en tant que présidente du Secours populaire. L'une des 14 associations invitées à préparer l'arrivée attendue de réfugiés en provenance de Syrie, d'Irak et d'Érythrée. Nul chiffre, nul dispositif ne sont encore annoncés pour Villeurbanne. Mais afin de leur préparer un « accueil digne », la Ville a tenu à les mobiliser. Histoire de pouvoir anticiper sur les moyens disponibles pour répondre aux besoins.

Cette réunion « n'a pas une vocation décisionnelle ou opérationnelle dans l'immédiat », admet Christelle Gachet, adjointe au maire déléguée à la vie associative. Deux propositions de site ont été adressées à la préfecture pour un accueil des réfugiés, confie Claire Le Franc, adjointe en charge notamment de la solidarité. La Métropole doit plancher sur le sujet ce mercredi, ajoute-t-elle. Un autre rendez-vous est fixé à vendredi : la préfecture devrait préciser l'offre d'hébergement.



Photo Yannick Ponnet

Des associations font connaissance

La réunion de ce mardi soir en mairie aura au moins eu un mérite, même si ce n'est pas le seul : des représentants des associations présentes ont échangé sur leurs ressources respectives.

L'élue l'admet : à l'instant T, elle ne sait pas combien de personnes devront être accueillies, ni quand. D'autres questions se posent. « Selon vous, quelle est la priorité ? », demande d'ailleurs Simon Movermann, directeur général adjoint des services municipaux aux représentants associatifs. Engagement important cependant pour une partie des participants : il n'y aura « pas d'éviction d'autres publics », annonce Claire Le Franc. « C'est aussi notre rôle de veiller à ce

qu'il n'y ait pas de concurrence entre les différents publics. Nous en sommes garants », affirme l'élue. Allusion à des Français demandeurs d'un logement social ou à une partie des Roms, citoyens européens qui survivent en fouillant des poubelles ? En présence de représentants d'associations qui se battent quotidiennement

sur ce terrain-là, Claire Le Franc n'en dit pas plus. Christelle Gachet et elle veulent surtout rappeler la tradition villeurbannaise d'accueil des migrants et inciter les Villeurbannais à se mobiliser ⁽¹⁾. Restent des difficultés. « A France réfugiés, on sait accueillir, répondre à la demande », indique Loïc Morvan, cadre dans

cette association. « Par contre, ce qu'on ne sait pas faire, c'est proposer des places que nous n'avons pas. » ■

Yannick Ponnet

⁽¹⁾ Le centre communal d'action sociale a mis en place un numéro de téléphone pour tous ceux qui voudraient aider, financièrement ou en donnant des produits (vêtements, etc) ou de leur temps (04 78 03 69 00).

Par ailleurs, un accueil est prévu lors du Forum des associations ce dimanche, devant l'hôtel de ville, pour obtenir des renseignements.



« Des familles ont soif d'apprendre le français »

Hassan Abd Alrhaman, Franco-Syrien, ancien prisonnier politique, membre du conseil d'administration d'Alwane

« En Allemagne, on vous encourage à apprendre la langue. Dans les pays d'Europe du Nord aussi. En France, quand on a l'asile politique, on a 90 heures de français. » Opposant au régime politique dans son pays natal, la Syrie, Hassan Abd Alrhaman a passé 8 ans de sa vie en prison pour ses idées. Réfugié politique en France il y a 17 ans, il a acquis la double nationalité. Ex-président et membre du conseil d'administration de l'association Alwane, qui finance la scolarisation d'enfants en Syrie dans des établissements privés attachés à une certaine idée de la laïcité, il peine à comprendre l'absence

de dispositifs durables dans sa nouvelle patrie. « Il y a des familles qui ont soif d'apprendre le français », souligne Hassan Abd Alrhaman. Durant les mois d'instruction de leur dossier de demande d'asile, rien ou presque ne leur est proposé. Des demandeurs d'asile bénéficient ainsi de 2 heures de cours par semaine durant cette période. Insuffisant pour maîtriser la langue de leur pays d'accueil. « Parfois, ils trouvent un boulot mais ne parlent pas français. Il faut un minimum de maîtrise de la langue pour travailler. C'est dommage. La France perd avec ça. »



« Trois cents réfugiés sont déjà en attente d'un logement »

Loïc Morvan, chef de service à Forum réfugiés

« En France, la question des réfugiés politiques est plutôt une marque idéologique. Elle relève plus de la passion que de la raison alors qu'elle devrait relever de l'administration. » Chef de service dans un centre de transit de Forum réfugiés, association pour « l'accueil des réfugiés, la défense du droit d'asile et la promotion de l'état de droit », Loïc Morvan rappelle volontiers un fait : la guerre en Syrie et ses conséquences, notamment au regard des flux migratoires, ne sont pas nouvelles. « Trois cents réfugiés sont déjà en attente d'un logement », rappelle d'ailleurs le responsable. Et pour ceux qui sont attendus ? « Il va falloir trouver des logements », déclare-t-il sans ambages. La question de la répartition sur le territoire de ces nouveaux venus se pose notamment. « Le Rhône en accueille déjà beaucoup. Il va falloir trouver des solutions durables en appartement », anticipe Loïc Morvan.